

Crise ferroviaire:

LE QUÉBEC VICTIME D'UNE CRISE CANADIENNE

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 2 mars 2020 – Malgré des négociations qui ont trop tardé à se mettre en branle, l'interminable crise ferroviaire se poursuit chez nous, et ce, avec des conséquences toujours plus importantes pour l'économie, de même que pour la population du Québec. Et bien que les effets pervers de cette crise qui n'en finit plus de finir frappent de plein fouet le Québec, force est de reconnaître qu'elle origine d'un projet de pipeline qui touche au premier chef une nation autochtone de Colombie-Britannique. «C'est la gestion pitoyable de ce problème par le gouvernement libéral de Justin Trudeau qui a permis à cette crise, dont est encore victime le Québec, de prendre une telle ampleur», de déplorer le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron.

«Le Québec est l'héritier d'une longue tradition empreinte de respect envers les Premières Nations, instituée par Samuel de Champlain, en passant par la Grande Paix de Montréal. Et bien qu'il n'ait pas toujours été des plus exemplaires envers elles, on ne peut nier qu'il fut le premier à reconnaître les nations autochtones sur son territoire et à établir, dès lors, des relations de "nation à nations", lesquelles ont donné lieu à des ententes déterminantes pour le développement commun du Nord, qu'on pense à la Convention de la Baie James, à la Paix des Braves ou, plus récemment, à la Grande Alliance. Il ne fait donc aucun doute que les Québécoises et Québécois font présentement les frais d'une crise qui ne les concerne pas», d'ajouter Stéphane Bergeron.

«Le gouvernement de Justin Trudeau, a-t-il poursuivi, ne semble pas réaliser que les relations entre le Canada et les Premières Nations, de même que le transport ferroviaire et la GRC, sont de juridiction fédérale. Il se décharge pourtant de ses responsabilités sur le Québec, les provinces et leurs corps policiers, les appelant à mettre un terme à la crise, les plaçant devant la possibilité de devoir porter l'odieux d'un dénouement dramatique. C'est tout simplement irresponsable! Et, par sa procrastination, il s'est disqualifié comme interlocuteur pour la nation *wet'suwet'en*, ce qui explique l'enlisement de cette crise et des négociations qui ont présentement cours sans lui.»

Le gouvernement de Justin Trudeau, aurait avantage, comme dans le cas de l'aluminium, à s'inspirer du Bloc Québécois, qui aura été le seul à avancer des propositions concrètes et mesurées pour assurer une sortie de crise durable et pacifique:

- Sortie complète et vérifiable de la GRC du territoire *wet'suwet'en*;
- Obtention d'un arrêt temporaire des travaux du gazoduc *Coastal Gaslink* durant les négociations;
- Création d'une table de discussion à long terme ayant pour mandat de résoudre les enjeux territoriaux qui opposent les institutions de la nation *wet'suwet'en* et celles du Canada;
- Nomination d'un médiateur, considérant l'échec patent de Justin Trudeau.

Ce plan, en plus de permettre la levée immédiate des barricades, permettrait d'éviter un hasardeux recours à la force pour rétablir la circulation ferroviaire et la reprise complète des activités économiques. «Le gouvernement fédéral a littéralement perdu le contrôle. On peut se demander ce qu'aurait fait le Québec dans une telle situation. Poser la question, c'est y répondre, puisque c'est du Québec que semblent émaner les pistes de solutions les plus crédibles. Il y a de quoi faire réfléchir...», a conclu Stéphane Bergeron.

– 30 –

Source: Pascale Guibault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron

@ pascale.guibault.349@parl.gc.ca

☎ 450 922-BLOC (2562)